

Jeunes et travail: les perspectives africaines

En Afrique subsaharienne, le taux de chômage des jeunes (21%) est l'un des plus élevés du monde. Si l'on tient compte de la proportion de jeunes dans la population, cela signifie qu'un potentiel considérable est inexploité. Une telle situation se traduit par des coûts élevés, aussi bien pour les individus concernés que pour la société. Parmi les causes qui défavorisent les jeunes sur le marché de l'emploi, il faut citer la faiblesse du développement économique, le manque de formation adéquate et d'expérience, mais aussi, et en partie, la mauvaise santé.



Le chômage des jeunes en Afrique subsaharienne – 21% de la classe d'âge – figurait au deuxième rang mondial en 2003. La plupart d'entre eux doivent se débrouiller dans le secteur informel, avec des petits boulots mal payés et sans le moindre filet de sécurité sociale.

Photo: Keystone

En 2003, le nombre de personnes âgées de 15 à 24 ans en Afrique subsaharienne était estimé à 138 millions et 28,9 millions d'entre elles, soit 21%, étaient sans travail. Ce taux de chômage figurait au deuxième rang mondial (voir *graphique 1*) derrière la région Moyen-Orient-Afrique du Nord (25,6%). Le chômage des jeunes en Afrique subsaharienne était donc nettement supérieur à la moyenne mondiale, qui se situe à 14,4%.

En 2003, le taux de chômage des jeunes en Afrique subsaharienne était 3,5 fois plus élevé que celui des adultes. Ce rapport n'a que légèrement baissé depuis 1993 (3,6 fois). Au niveau mondial, la participation des jeunes

au marché de l'emploi a baissé de 58,8% à 54,9% entre 1993 et 2003, une évolution qui s'explique avant tout par l'allongement des périodes de formation. En Afrique subsaharienne, en revanche, ce taux est passé de 64,4% à 65,4%. La plupart des jeunes ne sont, toutefois, pas absorbés par le marché officiel de l'emploi; ils doivent se débrouiller dans le secteur informel, avec des petits boulots mal payés et sans le moindre filet de sécurité sociale.

Une autre particularité du marché de l'emploi en Afrique subsaharienne est la différence en général considérable du taux de chômage entre les zones rurales et les villes, où il est plus important. La faiblesse du chômage à la campagne masque, toutefois, un sous-emploi très répandu dans les minuscules exploitations agricoles familiales. Dans les pays qui connaissent une véritable agriculture commerciale, le taux de chômage des régions rurales est nettement plus élevé, comme le montrent les exemples du Kenya ou de Sao Tome et Principe.

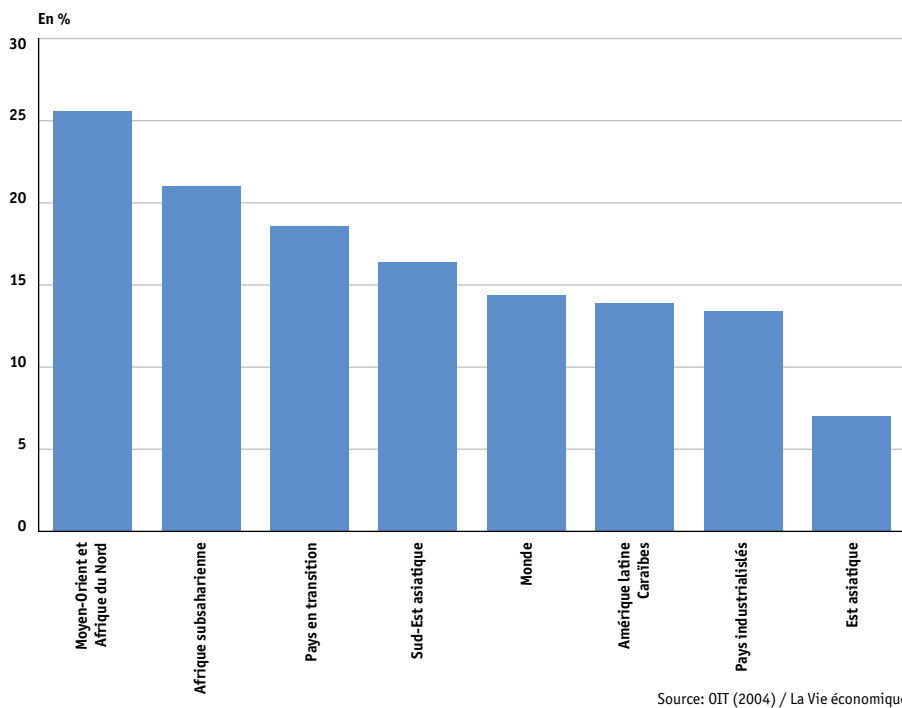
Il existe aussi des différences notables entre les sexes. Le chômage est moins important chez les jeunes femmes que chez les jeunes



Reto Thoenen
Commission économique
de l'ONU pour l'Afrique
(CEA), Addis Abeba

Graphique 1

Chômage des jeunes par régions, 2003



gens. En Afrique subsaharienne, 18,4% des jeunes femmes sont sans travail, contre 23,1% des jeunes gens. Pourtant, le taux d'activité des premières est inférieur à celui des seconds. Les jeunes femmes exercent en effet souvent des activités ménagères, ce qui n'apparaît pas dans les statistiques. De plus, lorsqu'elles cherchent du travail, leur choix est souvent limité par les normes culturelles et les modèles disponibles. Selon toute vraisemblance, le chômage féminin ne bénéficierait pas d'un tel taux si l'accès au marché de l'emploi était comparable pour les deux sexes.

De profondes racines

Le chômage des jeunes en Afrique subsaharienne ainsi que sa persistance ont des racines profondes. Parmi celles-ci, citons la faiblesse du développement économique, le manque de formation adéquate et d'expérience, mais aussi, et en partie, la mauvaise santé.

La faiblesse de la demande sur le marché de l'emploi

La demande en main-d'œuvre – qualifiée ou non – est anémique, en raison du mauvais état de nombreuses économies africaines. Cette faiblesse de l'activité économique se

retrouve dans les taux d'investissement, eux-mêmes bas. La lenteur du développement économique, associée à une forte croissance démographique, mène à une pénurie de nouveaux emplois. Cela incite les employeurs à sélectionner davantage le personnel en fonction de sa formation et de son expérience. Or c'est précisément dans ces domaines que les jeunes ont des difficultés. Ils sont donc, le plus souvent, les derniers à être engagés et les premiers à être licenciés en cas de récession.

Les jeunes sont fréquemment découragés par une longue et infructueuse recherche d'emploi. Dans une enquête faite en Afrique du Sud, 47,1% d'entre eux avouaient qu'ils avaient arrêté de chercher du travail, faute d'en trouver dans le voisinage immédiat. 23,5% déclaraient ne pas pouvoir se payer un billet de bus pour se présenter chez un employeur. Seuls 6,9% étaient inscrits au chômage auprès de l'office local de l'emploi ou d'un syndicat. Dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, le marché du travail est peu développé, les chômeurs ont donc de la peine à savoir où il y a des postes à pourvoir. Les entreprises, de leur côté, ne trouvent pas facilement la main-d'œuvre qualifiée dont elles ont besoin pour les emplois qu'elles offrent. Employeurs et travailleurs paient donc un prix élevé pour mettre au concours les emplois à pourvoir ou pour chercher du travail.

La croissance démographique

La précarité des jeunes sur le marché de l'emploi est encore aggravée par la forte croissance démographique. Entre 2003 et 2015, leur population croîtra de 28,2% en Afrique subsaharienne, une augmentation très supérieure à celle de l'Asie du Sud-Est (3,8%). Dans les pays industrialisés, le nombre de jeunes diminuera de 3,1% pendant la même période. La forte croissance démographique n'aggrave pas seulement la situation des jeunes sur le marché de l'emploi, elle surcharge aussi les systèmes éducatifs, qui luttent déjà contre les faibles taux de scolarisation et des capacités d'absorption limitées.

Les carences des systèmes éducatifs

Pour intégrer les jeunes au marché de l'emploi, l'instruction scolaire et la formation professionnelle sont des facteurs cruciaux. Comparé aux autres régions du monde, le niveau de formation de l'Afrique subsaharienne est faible. Pour ne citer qu'un seul indicateur, le taux d'alphabétisation des jeunes est de seulement 76,8%; il est nettement inférieur à ceux de l'Amérique latine et des Caraïbes (94,8%), ou encore de

1 citée par Leibbrandt et Mlatsheni (2004)

l'Asie de l'Est (98%). Le faible taux d'inscription à l'école primaire constitue un problème supplémentaire, aggravé par le degré élevé d'échec scolaire et les inscriptions tardives. Ces dernières accroissent la pression sur les élèves et les incitent à quitter l'école avant la fin de la scolarité officielle pour trouver de quoi vivre. Certains indices laisseraient, par ailleurs, penser que le rendement privé de l'instruction élémentaire aurait diminué ces dernières années. Si on y ajoute les mauvaises perspectives du marché de l'emploi, de nombreux jeunes se sentent poussés à abandonner l'école prématurément.

Dans plusieurs pays subsahariens, le système éducatif est, en outre, principalement axé sur les besoins du secteur public tandis que les exigences de l'économie privée sont négligées. Pour pallier ce problème, il faut que les systèmes éducatifs comportent des mécanismes interactifs, qui permettent au secteur privé d'intégrer ses besoins dans les programmes d'enseignement. L'apprentissage et la formation continue ouvrent également la possibilité pour les jeunes, avec ou sans diplôme de fin d'études, d'acquérir les aptitudes demandées sur le marché de l'emploi. Sur ce point, le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud ont donné l'exemple en introduisant avec succès des apprentissages de courte durée, conçus et mis en œuvre conjointement par les institutions officielles et le secteur privé. Il est, par ailleurs, possible d'encourager les jeunes chômeurs à se lancer dans une activité indépendante. D'après une étude¹, une part importante des nouvelles entreprises qui

perdurent dans le monde est le fait des 18–34 ans.

Mauvaise santé et VIH/sida

La santé est un autre facteur fondamental qui peut altérer les chances des jeunes Africains subsahariens de trouver un emploi. Une mauvaise santé complique l'apprentissage et les performances professionnelles. La faiblesse de l'espérance de vie réduit aussi le rendement escompté de la formation individuelle et en accroît le coût pour l'État. L'épidémie de VIH/sida a d'immenses conséquences sur les classes d'âge les plus productives. Le *graphique 2* montre la répartition par régions des jeunes vivant avec le sida. En Afrique subsaharienne, le taux de jeunes femmes séropositives est 1,7 fois plus élevé que dans la deuxième région du monde la plus touchée. On compte trois fois plus de femmes que d'hommes parmi les jeunes atteints du sida. En outre, c'est le plus souvent aux femmes qu'il incombe de prendre soin des membres malades d'une famille. Elles se voient ainsi contraintes de renoncer aux emplois rémunérés.

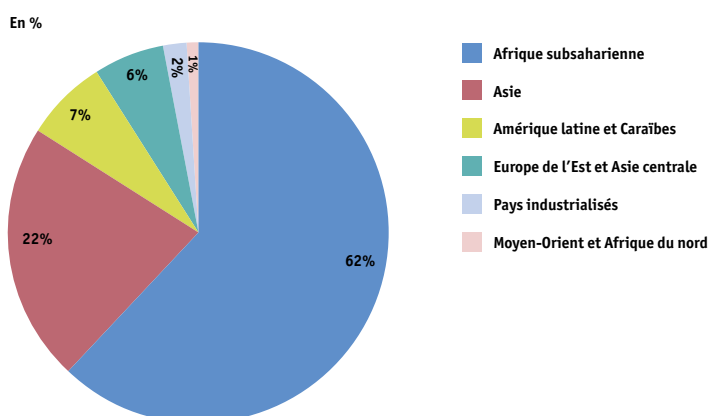
Les conséquences d'un chômage élevé des jeunes

Dans l'espoir d'une vie meilleure – autrement dit pour augmenter leurs chances professionnelles et les possibilités offertes par la société –, les jeunes des zones rurales émigrent vers les villes. Cet exode engendre une croissance rapide de la population urbaine, ce qui augmente la demande en services publics et le nombre des chercheurs d'emploi. La plupart du temps, les villes ne peuvent soutenir le rythme rapide de l'immigration et les jeunes s'y retrouvent souvent sans travail avec un réseau social limité. Ils se voient obligés d'accepter des occupations informelles. Pour survivre, certains se tournent vers des activités comme le commerce de drogue, la criminalité organisée ou l'industrie du sexe.

Le chômage des jeunes coûte cher, tant à l'individu qu'à la société. En n'intégrant pas les jeunes dans les processus de production, l'économie se prive d'un énorme potentiel. L'État perd des recettes sous forme d'impôts sur le revenu et la consommation. Le chômage peut aussi détériorer la santé – donc en augmenter les coûts – et favoriser les comportements à risque (expansion du VIH/sida). Selon une estimation de l'Organisation internationale du travail (OIT), le VIH/sida a, par exemple, réduit la croissance par habitant de 0,7 point de pourcentage

Graphique 2

Répartition par régions des jeunes vivant avec le sida, fin 2003



Source: Onusida / La Vie économique

L'apprentissage et la formation continue ouvrent également la possibilité pour les jeunes, avec ou sans diplôme de fin d'études, d'acquérir les aptitudes demandées sur le marché de l'emploi. En illustration: des apprentis tailleurs passent leur examen final.



Photo: Seco

par an dans 33 pays subsahariens entre 1992 et 2000.

Le chômage des jeunes hommes accroît également le risque d'agitation sociale. Ceux-ci forment, en effet, la base de recrutement des mouvements politiques extrémistes et des groupements armés. Une étude estime qu'une augmentation de 10% des inscriptions à l'école secondaire réduit de 4% la probabilité de guerre civile. La hausse de la criminalité compromet le développement économique. Certains investisseurs étrangers citent par exemple la criminalité comme le premier facteur qui les dissuade de placer des capitaux en Afrique du Sud.

du système éducatif jouent un rôle important. Les futurs travailleurs doivent pouvoir acquérir dès l'école davantage de connaissances et d'aptitudes utiles pour l'économie. La possibilité d'apprentissages, conventionnels ou de courte durée, devrait être envisagée aussi souvent que possible.

Ébauches de solutions

Le chômage des jeunes constitue un problème qui doit être abordé dans sa globalité. Une première étape consiste à les percevoir comme un potentiel et non comme une charge pour la société. À cet effet, il faut les intégrer dans les processus politiques. Dans plusieurs domaines, les jeunes ont des besoins qui se distinguent nettement de ceux des adultes. Il importe donc de leur accorder une attention particulière quand on élabore des stratégies de lutte contre la pauvreté. Si celle-ci est reconnue et combattue chez les jeunes, on a de bonnes chances de provoquer un changement qui durera toute la vie. Il convient ensuite d'adapter à leurs besoins les interventions sur le marché de l'emploi. Les mesures mentionnées plus haut à propos

Encadré 1

Bibliographie

- Organisation internationale du travail (OIT), *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*, Genève, 2004.
- Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (Onusida), *Rapport sur l'épidémie mondiale de sida*, Genève, 2004.
- Leibbrandt M. et Mlatsheni C., *Youth in Sub-Saharan Labor Markets*, 2004.